

THE 19th CENTURY – ACTORS AND PLOTS

LA SCÈNE POLITIQUE DE VALACHIE EN 1857. UN TÉMOIGNAGE D'ÉPOQUE

GEORGETA FILITTI

Parmi les documents ayant appartenu à mon beau-père, l'historien I.C. Filitti, j'ai retrouvé la copie d'un mémoire dû, selon toute vraisemblance, à l'unioniste Const. Crețulescu (1809-1884), rédacteur du journal « Concordia » et très vite après la rédaction du mémoire, en 1859, premier ministre de la Valachie.

Il est possible que le mémoire en question ait été conçu à l'intention des émissaires des pouvoirs garants qui, à la suite du Congrès de Paris de 1856, furent dépêchés dans les Principautés roumaines afin de se rendre compte de l'état d'esprit qui y régnait et de prêter une oreille attentive aux doléances qui s'exprimaient. Quoi qu'il en soit, l'auteur opère une nette distinction entre les groupes qui se partageaient la scène politique du pays, présente les idéaux et les ambitions qu'ils affichaient, souligne le danger que représentaient les exilés quarantehuitards qui, récemment rentrés au pays, prêchaient le socialisme. La présentation de quelques députés de l'assemblée ad-hoc cache à peine une intention de dénonciation. La conclusion laisse peu d'espoir : abandonné aux interminables disputes politiques, le pays sombrera dans le chaos. Seule l'intervention des pouvoirs garants qui aboutirait à l'union du pays sous le règne d'un prince étranger pourrait s'avérer salutaire.

Finalement, les disputes politiques, les dissensions, les accusations réciproques relèvent de la pure rhétorique et l'Union des Principautés est réalisée en 1859, de l'intérieur. Devant ce « fait accompli », l'Europe ne peut que s'incliner. Même scénario, en 1866, lorsque le prince étranger, en l'occurrence Carol de Hohenzollern, arrive au pays et se fait accepter par le concert européen.

L'orthographe de l'auteur a été corrigée et modernisée.

[MÉMOIRE]

Les étrangers qui combattent une reconstitution solide des Principautés, comme dangereuse à leurs intérêts, imputent aux vœux exprimés par l'Assemblée, le vice d'être ceux du parti de '48, qui, disent-ils, se trouve en majorité dans cette assemblée. Selon eux ce serait à une pression exercée par ce parti sur la minorité, que serait due l'unanimité avec laquelle les quatre points du programme ont été votés. Ceci est une pure calomnie. Lorsque les hommes du '48 sont rentrés dans le Pays, on était presque à la veille des élections ; et le programme avec les quatre points avait été formulé cinq mois avant, dans des réunions d'hommes de toutes les classes de la société, et à leur arrivée il était déjà couvert de plus

de 18000 signatures de personnes des classes aisées et éclairées. Quant aux paysans, le Comité central avait cru prudent de s'abstenir de toute propagande parmi eux.

La preuve que les quatre points du programme sont l'expression des vœux du Pays et non ceux des hommes de '48, c'est que ceux-ci, à leur arrivée, refusèrent de l'accepter et essayèrent de détruire l'unanimité de ceux qui l'avaient adopté pour leur crédo politique, et de mettre la confusion dans le sein de ce parti, en y introduisant des modifications. Ils firent à cet effet une tentative d'entrer dans le Comité central ; mais leur dessein fut soupçonné et, malgré les menées actives de leurs nombreux agents, ils échouèrent devant une forte manifestation de l'opinion publique, dans une réunion de plus de 600 électeurs.

La plupart d'entre eux n'ont signé le programme que quelques jours avant les élections, lorsqu'ils ont reconnu que c'était la condition *sine qua non* pour avoir les chances d'être élus. Malgré cela, cependant presque aucun d'entre eux n'aurait pas été élu sans l'appui sérieux du Gouvernement. Celui-ci n'ayant pas réussi à empêcher que les véritables vœux du Pays ne se manifestassent, a tenu au moins à les compromettre par la présence dans l'Assemblée d'hommes dont les antécédents puissent devenir un argument entre les mains des puissances ennemies de l'union, auxquelles il doit obéissance contre tout vœu que le Divan pourrait exprimer.

Les partisans du statu-quo, qui soit à prix d'argent, soit grâce à l'appui du Gouvernement pouvaient compter sur une majorité dans les élections, ceux-là mêmes qui quelques jours avant parlaient du programme en termes de mépris, se sont vu obligés de le signer la veille des élections afin de pouvoir être élus.

Si les émigrés récemment rentrés dans le Pays, une fois élus grâce à l'influence du Gouvernement, se sont trouvés d'une immense majorité, et qu'ils ont pu en diriger toutes les opérations la cause en est que, avec l'appui de la même influence, et sous le masque du parti national presque tous leurs adhérents s'y sont introduits, et qu'ils y sont de plus aveuglement suivis par le nombreux parti Ghica. Il doit être cependant évident à tout observateur impartial, non seulement que les vœux du pays exprimés par l'Assemblée ne sont pas l'ouvrage des hommes de '48, mais que ceux-ci leur sont peut-être même hostiles. Dans l'impossibilité où l'opinion unanime du Pays les met de combattre de front les quatre points, ils ne négligent rien pour les compromettre par des moyens indirects. Ce n'est qu'à une intention de cette nature qu'on peut attribuer la conduite de la commission, nommée pour prendre en considération la motion d'urgence faite par un homme du parti sincèrement national, motion qui les a pris au dépourvu et portant « que l'Assemblée déclare les quatre points comme vœux du Pays. » Cette commission élue sous leur dictée et qui ne comptait pour membres actifs, que des hommes de leur parti, recommandait dans son rapport primitif, une modification de la lettre et de l'esprit des quatre points, ce qui aurait infailliblement occasionné une scission dans le vote. Fort heureusement cependant la même Commission, intimidée par l'attitude que prit l'Assemblée à cette nouvelle avant l'ouverture de la séance, s'empressa dans cet intervalle même de modifier son rapport et de recommander le maintien tel quel de la rédaction des quatre points. Ceci est un fait peu connu, mais qui mérite de l'être.

S'il est vrai que tout le Pays sent le besoin de l'union sous une dynastie étrangère, comme on peut se persuader par ce que je viens de dire, il n'est pas moins vrai qu'il existe

aussi quelques partis contraires, qui quoique insignifiants sous le rapport du nombre sont cependant très dangereux ; les uns par l'influence acquise à la faveur d'un long exercice du pouvoir, l'autre, celui de '48 par la réputation du patriotisme dont il jouit auprès de la partie la moins aisée de la société. Celui-ci est très dangereux aujourd'hui à cause de son alliance avec le Gouvernement et à cause de l'activité de ses meneurs. Tous ces partis sont malheureusement représentés dans l'Assemblée.

Il est nécessaire ici de dire quelques mots par rapport à chacun des partis qui divisent le monde politique chez nous : 1^o Le parti Bibesco-Stirbey ; 2^o le parti Ghica ; 3^o le parti de '48 et 4^o le parti national.

Le parti Bibesco-Stirbey et le parti Ghica ont les mêmes intérêts ; ils ne diffèrent que de drapeaux. Les uns veulent avoir pour prince ou Bibesco ou Stirbey, les autres un des Ghica, ces partis sont composés principalement d'hommes qui se sont habitués à dépenser le triple et le quadruple de leurs revenus et à faire et refaire des fortunes colossales, tout cela par des malversations commises dans les fonctions publiques qu'ils exploitent depuis un $\frac{1}{4}$ de siècle.

La plupart des membres de ces deux partis sont contraires aux vœux exprimés dans les quatre points parce que dans leur accomplissement ils voient l'inauguration d'une ère de légalité et de moralité, fatale aux besoins de domination et d'exploitation qu'ils ont contractés. Ces hommes, s'ils ont adopté le programme, ne l'ont fait qu'avec l'espoir de pouvoir l'escamoter. Ces hommes n'ont jamais compté avec la nation, mais toujours avec l'étranger quel qu'il fut. Ils ont toujours exploité le pays de complicité avec les agents et les hauts fonctionnaires des puissances, tour à tour prépondérantes en Orient, et y sont devenus par là très impopulaires. Ces deux partis sont composés indistinctement d'hommes appartenant aux anciennes familles et de parvenus de toute date. Tous, grands et petits fonctionnaires soit en disponibilité soit en activité.

Le parti de '48 comprend des hommes qui ont préparé la révolution de cette année, et quelques uns de ceux qui y ont adhéré plus tard. Une partie d'entre eux avaient été expulsés du pays, et ils ne sont retournés qu'en juillet dernier. Il n'y a parmi eux qu'une seule famille de grands boyards, tous les autres appartiennent à des familles de petits boyards et à la classe des professions libérales. Quelles que soient les opinions qu'ils professent il n'y a pas le moindre doute que le seul mobile de la plupart d'entre eux, c'est une ambition effrénée. La plus grande partie de ceux qui étaient restés dans le pays, s'étaient fondus dans le parti national, un petit nombre étaient devenus agents de la Turquie, et travaillaient perfidement contre le parti national. La plupart de ceux-ci, pas tous cependant reconnaissent Eliad pour chef, et sont depuis longtemps en alliance intime avec le chef du Gouvernement actuel.

Après l'entrée des bannis dernièrement, une grande partie des hommes de '48 s'est détachée petit à petit du parti national, persécuté par le Gouvernement, pour se rejoindre à eux. Du nombre se trouvent des hommes d'un certain mérite. Par son nombre ce parti n'aurait pas été dangereux. Il ne l'est que par la sympathie que ses idées socialistes trouvent parmi certaines classes de la société, et par l'habileté avec laquelle il sait porter le masque du patriotisme. Il serait aisé aux chefs du parti national de la leur faire tomber, mais il est à craindre qu'alors ils seront suivis par les députés des paysans. La mauvaise grâce

avec laquelle ses chefs se sont résignés à signer le programme, le caractère révolutionnaire qu'ils tâchent d'imprimer à la marche des travaux de l'Assemblée et qui sont de nature à compromettre les dispositions de la population de ce pays aux yeux de l'Europe, l'aisance dans laquelle quelques uns d'entre eux vivent, et dont la source est une énigme, tout cela ensemble est de nature à les rendre suspects. Ce qui est certain, c'est que les puissances hostiles à l'union ne manquent pas d'exploiter à leur avantage et l'empire exercé par ces hommes sur la majorité de l'Assemblée, empire qu'ils exerceront jusqu'au moment où le Gouvernement les abandonne et les allures qu'ils lui impriment. Une chose encore qu'on ne doit pas oublier, c'est que l'Autriche, si ombrageuse à l'égard d'hommes bien moins compromis qu'eux, les a laissé traverser ses États à une époque comme celle-ci, avec des passeports visés par son ambassade à Paris.

Quoi qu'il en soit ces hommes ne renonceront jamais à leur dessein de faire l'essai du socialisme en Valachie, aussi ne regretteraient-ils pas de voir échouer l'idée d'un prince étranger ; car une fois le Pays solidement constitué, tous leurs rêves s'évanouissent. Pour pouvoir atteindre leur but ils préparent les opinions en faveur de l'élection à l'hospodarat de l'un de leurs, Nicolas Golesco, homme incapable et nul. Une fois au pouvoir sous son nom, ils ont le choix ou d'essayer l'application de leurs utopies ou de se livrer à leur tour à l'exploitation de l'administration. Ce parti ne fait pas ouvertement sa propagande comme l'a fait le parti national, mais se livre à un prosélytisme dans l'ombre parmi les ambitieux des classes comparativement éclairées, mais peu aisées de la société. Les hommes de ce parti étaient tellement discrédités lors de leur rentrée dans le Pays, étaient ensuite devenus si suspects et impopulaires par la non acceptation du programme que nous le répétons : ils n'auraient jamais pu être élus sans l'appui sérieux du Gouvernement actuel.

Le prosélytisme de ce parti gagne journellement du terrain, grâce à l'habileté avec laquelle ses chefs savent faire appel à l'ambition des uns, à la cupidité des autres, au patriotisme des plus simples et il est très à craindre que, si un ordre des choses stable ne vient sauver le Pays, ils ne réussissent tôt ou tard à en troubler de nouveau la tranquillité.

Le parti national est le parti le plus nombreux, il serait en même temps le plus fort si le Gouvernement, par ses persécutions, ne l'avait empêché de se mieux organiser ; et il aurait eu une grande majorité dans l'Assemblée, si le Gouvernement ne lui eut fait une guerre à outrance dans les élections. Il se compose d'hommes de toutes les classes de la société, grands et petits propriétaires qui se passent d'emplois publics et vivent de commerce ou de l'exercice de quelque profession libérale, ainsi que de grands et petits fonctionnaires d'une certaine moralité. Comme les opinions de ce parti sont les seules avouables, tout le monde prétend lui appartenir. Les paysans, tant propriétaires que non propriétaires, regardent le programme de ce parti qu'un petit nombre seulement d'entre eux a eu l'occasion de signer comme leur sauvegarde, et lui resteront religieusement fidèles, jusqu'au moment où les hommes de '48 jetant le masque leur feront appel au nom d'une loi agraire.

Tout en combattant par l'intrigue, par la corruption, par l'intimidation les progrès des opinions salutaires de ce parti, le Gouvernement, reconnaissant plus tard l'insuffisance de ces moyens, pensa à y faire enrôler les siens. Ces faux patriotes réussirent longtemps à tromper la masse de ce parti, et purent s'introduire en grand nombre dans le Comité central, mais leur ghikisme n'échappa jamais aux clairvoyants ; et presque tous leurs essais, soit

d'imprimer une mauvaise direction aux travaux de ce Comité, soit d'en enrayer la marche, échouèrent. Comme cependant la masse des électeurs se trompait sur leur véritable religion, ils avaient des chances de l'emporter partout aux élections qui approchaient. C'est alors que les hommes pures dans le Comité et leur journal avisèrent à recommander aux électeurs l'observation stricte de la clause du programme qui oblige les membres du parti à ne donner leurs votes que sur engagement pris par écrit. Un des instruments les plus dangereux entre les mains du Gouvernement, durant toute cette lutte, ce fut un journal qui, sous le masque d'un libéralisme exagéré, essaya de donner aux esprits une direction funeste aux intérêts de la Patrie, en prêchant la haine et la vengeance entre les classes, dans des circonstances où il ne fallait recommander à tous les citoyens que l'union pour repousser une tentative d'agression du dehors. Pour combattre cette propagande, le parti national eut recours à la création d'un journal, « La Concorde. » Le Gouvernement persécuta celui-ci pendant tout le temps de son existence, tant par un usage injuste et arbitraire de son autorité, que par des manoeuvres actives jusque dans le sein du personnel de la rédaction. Il finit enfin par le tuer. Mais la courte existence de cette feuille avait produit son fruit ; et le Gouvernement reconnut la nécessité, en dernier ressort, d'appeler à son secours les chefs du parti de '48. Pour tout homme clairvoyant il n'existe nul doute que, quelque obligé qu'ait été le Gouvernement de laisser enfin rentrer les bannis, il n'ait mis à profit son droit de veto à leur rappel, pour traiter à temps avec leurs parents et amis et conclure avec eux une alliance avant même leur rentrée dans le Pays.

Tel est malheureusement l'état des partis. Ce qui rend encore plus alarmante, pour la tranquillité et pour le bonheur du Pays, l'existence de cette diversité de tendances et d'aspirations chez nous, c'est l'effrayante corruption des moeurs publiques. Un petit nombre de faits pris dans les dernières élections mêmes suffiront à persuader les plus incrédules mêmes de l'effrayant degré auquel l'immoralité politique est portée chez nous, et de la sincérité avec laquelle même ce monde corrompu sent le besoin de sortir de cet état de choses et de la conviction générale, qu'il n'y a de salut pour tous que dans une réorganisation solide du Pays sous une dynastie princière de l'Europe.

Dans le district de Prahova, les grands propriétaires ont élu députés Constantin Philipesco, homme renommé par ses prévarications et pour son antiunionisme, et Cantacuzène, homme sans opinions politiques mais lié d'intérêt au parti du statu quo. L'élection du premier fut due à l'influence du parti Bibesco-Stirbey ; celle du second, à celle du Gouvernement actuel. Tous les électeurs ont reçu les uns de l'argent, les autres promesses de places. Les deux candidats, quoiqu'appartenant à deux factions hostiles l'une à l'autre et qui n'ont de commun que l'intérêt pour la conservation du régime actuel, se sont donné la main, et ont combiné tous leurs moyens pour faire tomber les candidats du parti national ; malgré cela, cependant les électeurs achetés ne leur ont donné leurs votes, avant de s'être assurés par des écrits obligatoires de leur part, qu'ils soutiendraient les quatre points du programme national. Même chose est arrivée à l'élection dans le district d'Ilfov, de beysadé Démètre Ghica, homme impopulaire à cause de ses malversations et de son insolence, qu'on croyait qu'il ne pourrait avoir aucune voix. Il a été pourtant élu à une très forte majorité, gagnée à force d'argent et de promesses de places ; il n'a pas donné d'écrit obligatoire, il est vrai, mais la veille de l'élection, les influents parmi les électeurs lui ont fait

juré sur la croix qu'il soutiendrait les quatre points du programme national, et le lendemain aux élections, ces personnes ont garanti pour lui envers leurs amis.

Dans le district de Giurgevo ont été élus Emanuel Lahovari et Nicolas Tatarano, le premier également connu par les nombreux abus commis dans les emplois qu'il a occupés, le second par la servilité de son caractère et par son antiunionisme. Pour pouvoir être élus cependant, l'un et l'autre ont dû donner à leurs électeurs des écrits obligatoires qu'ils soutiendraient les quatre points du programme national.

Dans le district de Jalomitza on a élu Alexandre Floresco, connu par ses prévarications, et Jean Roseti, agent tour à tour de tous les gouvernements qui se sont succédé dans ce pays depuis 25 ans. Dans l'élection de ces deux individus de partis différents, quoique de même école, tout a été mis en jeu, argent, promesses de places, intimidations pour faire tomber les candidats du parti national. On ne leur a pas pris d'écrit obligatoire, mais immédiatement après l'élection, les électeurs, confus et honteux de ce qu'ils avaient fait, les ont obligés de déclarer en leur présence qu'ils soutiendraient les quatre points du programme national. Ce peu d'exemples suffit pour donner une idée du danger qu'il y a, que nous n'ayons que des législatures élues sous les auspices de l'erreur, de la corruption et de l'influence du pouvoir, si on ne se prend pas à temps pour établir sur ces pays un régime civilisateur et moralisateur.

Le besoin d'une reconstitution solide de ce pays est donc reconnu par tout le monde, comme le seul gage de paix entre les divers éléments de notre monde politique. Chaque faction du parti antiunioniste, lui-même dans des moments de lucidité, quand elle perd l'espoir d'arriver au pouvoir et qu'elle commence à appréhender l'accession d'une faction rivale, s'allie sincèrement aux vœux des patriotes pour l'union des Principautés sous un prince d'une famille souveraine de l'Europe. Toute combinaison avec un prince indigène ne sera que la recrudescence de l'état d'inquiétude et de souffrance dont tout le monde espérait sortir. Quelles que soient les vertus, la capacité et la popularité du prince indigène que nous aurions, le défaut du prestige nécessaire pour apaiser l'amour propre blessé des rivaux désappointés, sera toujours un élément de faiblesse du nouveau Gouvernement et un germe de désordre et de troubles ; qui ne manqueront pas d'éclater à la première occasion d'amener en Orient un conflit qui compromettra de nouveau la paix générale de l'Europe.

Si tel sera le sort du Pays dans le cas où le choix de la nation tomberait sur un homme vraiment habile et vertueux, on peut facilement se figurer quel il sera dans le cas où, ce qui est presque certain, il tombera sur un homme de moralité et de capacité tout à fait opposées.

Si les monarques bienveillants pour notre pays voulaient un instant réfléchir sur le sort qu'aura ce pays, dans le cas où il est de nouveau livré au déchirement des partis si différents d'opinions professées, quoique n'ayant chacun pour but que de parvenir au pouvoir, pour exploiter chacun à son avantage exclusif les ressources du Pays ; ces puissances, dis-je, reconnaîtraient que le seul moyen d'épargner à ces pays et à l'Europe les calamités qui seront la suite inévitable d'un semblable état de choses c'est leur reconstitution stable sous un gouvernement fort ; et que cela ne peut avoir lieu qu'à la condition de l'union des Principautés sous une dynastie étrangère.

C. K.